

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES
FINANCES ET DES PROGRAMMES
DE DENATIONALISATION



Vu

LE CONTROLEUR FINANCIER

Latifou Franck K. DJIGLA

AMPLIATIONS :

JORB	01
MEFPD/SA	04
CF	02
DGB	02
DGTCP	02
IGF.....	02
IGE	02
Tous ministères	27
Toutes institutions de l'Etat	06

ARRETE

ANNEE 2015 N° 0006 /MEFPD/DC/SGM/CF/SP

PORTANT GENERALISATION DE L'ALLEGEMENT DU
CONTROLE A PRIORI SUR CERTAINS TITRES DE
PAIEMENT

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DES PROGRAMMES DE DENATIONALISATION**

- Vu la Loi n° 90-032 du 11 décembre 1990, portant
Constitution de la République du Bénin ;
- Vu la proclamation le 30 mars 2011 par la Cour
Constitutionnelle, des résultats définitifs de
l'élection présidentielle du 13 mars 2011;
- Vu la Loi n° 2013-14 du 27 septembre 2013,
portant Loi organique relative aux lois de
finances ;
- Vu la Loi n° 2014-25 du 23 décembre 2014 portant
Loi de Finances pour la gestion 2015 ;
- Vu le Décret n° 2012-191 du 03 juillet 2012, fixant
la structure-type des Ministères ;
- Vu le Décret n° 2014-512 du 20 août 2014,
portant composition du Gouvernement ;
- Vu le Décret n° 2014-571 du 07 octobre 2014,
portant règlement général sur la Comptabilité
Publique ;
- Vu le Décret n° 2014-757 du 26 décembre 2014,
portant attributions, organisation et
fonctionnement du Ministère de l'Economie,
des Finances et des Programmes de
Dénationalisation ;
- Vu le Décret n° 2011-270 du 02 avril 2011,
portant attributions, organisation et
fonctionnement du Contrôle Financier ;

- Vu le Décret n° 2005-789 du 29 décembre 2005, portant approbation du Cadre de Réforme de la Gestion Budgétaire Axée sur les Résultats ;
- Vu le Décret n° 2000-601 du 29 novembre 2000, portant nouvelles procédures d'exécution des dépenses publiques ;
- Vu le Décret n° 99-458 du 22 septembre 1999, portant approbation de la nouvelle Nomenclature du Budget Général de l'Etat adaptée aux normes de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;
- Vu l'Arrêté n° 2008-607/MEF/DC/CF/SP du 30 avril 2008, portant attributions, composition et fonctionnement des structures de conduite de la réforme du Contrôle Financier ;
- Vu l'extrait du relevé n° 20 des décisions prises par le Conseil des Ministres en sa séance du mercredi 08 juin 2011 ;
- Vu l'Arrêté n° 3198/MEF/DC/SGM/CF/SP du 06 décembre 2013, portant mise en œuvre de l'allègement du contrôle a priori sur certains titres de paiement.

ARRETE :

Article 1^{er} : Les titres de paiement relatifs aux dépenses ayant préalablement fait l'objet d'engagement juridique ne seront plus soumis au visa du Contrôleur Financier ou de ses Délégués. Il s'agit des mandats de paiement relatifs aux :

- **bons de commande ;**
- **contrats de marché ;**
- **décisions de mandatement ;**
- **titres de transport.**

Article 2 : Les titres de paiement ci-après demeurent soumis au visa du Contrôleur Financier ou de ses Délégués. Il s'agit des :

- mandats de paiement des dépenses de personnel ;
- mandats de renouvellement d'avances ou de régularisation des ordres de paiement ;
- ordres de paiement (OP) ;
- autres titres de paiement n'entrant pas dans le champ d'application de l'article 1^{er}.

Article 3 : Tous les projets d'actes d'engagement juridique de dépenses (bons de commande, contrats de marché et divers autres contrats, décisions de mise à disposition de fonds et de mandatement, etc.) sont obligatoirement soumis au visa du Contrôleur Financier ou de ses Délégués.

Article 4 : La « constatation du service fait » relative aux engagements juridiques mentionnés à l'article 3 relève toujours de la compétence du Contrôleur Financier ou de ses Délégués dans le cadre des comités ou commissions de réception et de validation constitués à cet effet.

Article 5 : Les dispositions de l'article 1^{er} s'appliquent en tant que procédure allégée d'exécution des dépenses publiques au cours de la gestion 2015 au niveau de tous les ministères et institutions de l'Etat.

Au cours de ladite gestion, des évaluations trimestrielles seront effectuées par les Délégués du Contrôleur Financier sous la supervision du Groupe « Réforme du Contrôle Financier » dans les ministères et institutions de l'Etat ci-après :

1. Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et des Cultes ;
2. Ministère de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme ;
3. Ministère de la Défense Nationale ;
4. Ministère du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective ;
5. Ministère de la Culture, de l'Alphabétisation, de l'Artisanat et du Tourisme ;
6. Ministère de la Jeunesse, des Sports et Loisirs ;
7. Ministère de la Communication et des Technologies de l'Information et de la Communication ;
8. Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative et Institutionnelle ;

9. Ministère de la Famille, des Affaires Sociales, de la Solidarité Nationale, des Handicapés et des Personnes de Troisième Age ;
10. Ministère de l'Economie Maritime et des Infrastructures Portuaires ;
11. Ministère Chargé des Relations avec les Institutions ;
12. Ministère Chargé de la Coordination des Politiques de mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement et des Objectifs de Développement Durable ;
13. Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine, de la Francophonie et des Béninois de l'Extérieur ;
14. Ministère de l'Energie, des Recherches Pétrolières et Minières, de l'Eau et du Développement des Energies Renouvelables ;
15. Ministère Chargé de l'Evaluation des Politiques Publiques, de la Promotion de la Bonne Gouvernance et du Dialogue Social ;
16. Ministère de l'Industrie, du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises.
17. Présidence de la République ;
18. Assemblée Nationale ;
19. Cour Constitutionnelle ;
20. Cour Suprême ;
21. Haute Cour de Justice ;
22. Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication ;
23. Conseil Economique et Social.

Article 6 : Sous la supervision du Groupe « Réforme du Contrôle Financier », des évaluations semestrielles seront effectuées par les Délégués du Contrôleur Financier auprès des ministères pilotes ci-après :

1. Ministère de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation ;
2. Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ;
3. Ministère de la Santé ;
4. Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle, de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes ;
5. Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
6. Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Assainissement ;
7. Ministère de l'Environnement, Chargé de la Gestion des Changements Climatiques, du Reboisement et de la Protection des Ressources Naturelles et Forestières ;
8. Ministère des Travaux Publics et des Transports ;

9. Ministère des Enseignements Maternel et Primaire ;
10. Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de l'Aménagement du Territoire ;
11. Ministère de la Micro finance, de l'Emploi et de l'Entrepreneuriat des Jeunes et des Femmes.

Article 7: Tout titre de paiement qui ne respecte pas les dispositions ci-dessus doit être systématiquement rejeté par le Comptable Public.

Article 8 : Le Contrôleur Financier, le Directeur Général du Budget, le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique, les Ordonnateurs délégués des ministères ciblés aux articles 5 et 6 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté durant la période d'expérimentation.

Article 9 : Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires s'applique uniquement à la gestion budgétaire 2015 et sera publié au Journal Officiel de la République du Bénin et partout où besoin sera.



Cotonou, le 05 JAN 2015

Komi KOUTCHE